

Vendredi 27 janvier : Le recteur a été bien reçu dans les P.O. !

Vendredi dernier, Christian Philip, recteur de l'Académie de Montpellier, était attendu au lycée Pablo Picasso pour une grand-messe en présence de tous les chefs d'établissements des Pyrénées-Orientales, ainsi que d'IPR et IEN. Leur lycée étant touché par une Dotation Horaire Globale insuffisante et des suppressions de postes, les personnels de Picasso étaient en grève ce jour-là, afin de pouvoir "accueillir" le recteur comme il le méritait. Ils ont été rejoints par leurs collègues de Charles Blanc, eux aussi touchés (notamment par la fusion Charles Blanc - Picasso), ainsi que ceux de Jean Moulin, déjà mobilisés depuis plus d'une semaine contre la perte du statut ZEP de leur collège. Des professeurs d'autres établissements, du premier et du second degré, étaient également présents.

Dès l'arrivée du recteur, nous étions une bonne centaine à chahuter joyeusement, au son des vuvuzelas et des tambourins, empêchant la réunion de se tenir. On a même pu assister à une scène surréaliste : les chefs

d'établissement, les IEN et les IPR, déjà entrés et sagement assis dans l'amphithéâtre du lycée, faisant face aux professeurs qui occupaient bruyamment la tribune, tandis que, tout ou fond, quelques élèves tapaient sur les tables !

Après quelques amusantes péripéties (notamment un jeu de cache-cache du recteur pour sortir discrètement du lycée, sa belle voiture et son chauffeur étant bloqués par les manifestants), et grâce à l'arrivée de la police, les grands chefs ont finalement pu battre en retraite à l'Inspection Académique, où ils ont été suivis par les professeurs déterminés et toujours très bruyants... Nous avons demandé à ce qu'une délégation soit reçue, ce qui nous a été refusé. Nous avons cependant pu faire part aux médias de nos revendications, notamment en termes de moyens supplémentaires, et dénoncer la casse du service public d'éducation.

Une journée que le recteur n'oubliera pas !

ÇA SUFFIT !

Sous couvert de réformes inéluctables, Inspecteurs de l'Education Nationale, Inspecteurs d'Académies, Recteurs, Préfets continuent de se faire les courroies de transmission du démantèlement de ce qui fait encore lien social dans notre république ; beaucoup trop zélés pour être honnêtes, ces gens sont TOUT AUTANT RESPONSABLES que les décideurs politiques derrière lesquels ils se cachent !

Chacun de nos entretiens, rendez-vous et autres avec l'un de ces acteurs, se soldent par le même discours lénifiant issu des techniques managériales bien rodées, d'une stérilité affligeante et systématiquement enrobé de propos "officieux" à vertu analgésique.

Il nous est très souvent dit « *qu'on comprend les revendications, que les mesures prises sont de nature à détériorer encore plus un service public déjà bien « saigné» depuis dix ans mais que les ordres viennent d'en haut et qu'il faut APPLIQUER* » nous savons tous le peu de diligence qu'ils mettent à faire remonter la réalité des conditions de travail des personnels ; il nous est très souvent dit entre deux points de suspensions « *que cette sombre période aura bien une fin...* », doucereuses et insultantes allusions à d'hypocrites et proches échéances politiques ; il nous est très souvent dit « *que la crise économique que nous traversons n'est pas de nature à trop en demander, d'autres "souffrants" plus que nous, il y a des priorités...* », le salaire et les



« primes à la casse du service public » que certains d'entre eux engrangent depuis quelques années devraient leur faire obligation de se taire ; il nous est très souvent dit « *vous savez, nous entendons l'injustice de ces réformes et notre action intime consiste à essayer de les appliquer de la manière la plus humaine possible, avec le moins de dégâts potentiels, nous passons notre temps à effectuer des arbitrages difficiles* », le seul arbitrage de leur conscience ne leur permet ainsi plus de s'indigner réellement et d'avoir le courage de revenir à leur activités professionnelles d'origine. Leur demande de réaffectation discréditerait les commissionnaires dont ils se disent presque victimes et leur rendrait honneur.

ALORS, indignons-nous réellement et faisons de leur mission quotidienne de « suppôts du pouvoir », comme nous l'avons fait en juste et digne colère vendredi dernier en accueillant le recteur de l'Académie de Montpellier, faisons donc en sorte que leur mission soit aussi difficile que la nôtre ; dans un quotidien dont les conditions se dégradent à nos dépens, aux dépens des élèves, des familles, du corps social dans son ensemble, régulièrement mis en pâture comme bouc émissaire sur l'autel du libéralisme économique, il est grand temps que notre professionnalisme dépasse le cadre de nos classes et s'exprime par des actions fortes, déterminées et courageusement dignes d'être efficaces.